



Micheline Jacques

Sénateur de Saint-Barthélemy

Président de la Délégation

sénatoriale aux outre-mer

Conseiller territorial

INTERVENTION D'OUVERTURE

FORUM ÉCONOMIQUE DES OUTRE-MER FRANÇAIS DE LA CARAÏBE - HAÏTI

22 AU 26 JUIN 2026

Monsieur le président Laurent Saint-Cyr,
Monsieur le député, cher Frantz Gumbs,
Madame la sénatrice,
Messieurs les ambassadeurs,
Madame la présidente de la CCI,
Monsieur le président de la CCI,
Monsieur le représentant de la CCI et du MEDEF de la Guadeloupe,
Madame la présidente de l'association RAMSA,
Monsieur le président de la FEDOM,
Monsieur le directeur de l'Institut Macaya, cher Jean-Paul Faubert,
Mesdames, Messieurs,

Chers Amis,

C'est avec un immense plaisir que vous accueille ce matin, pour ouvrir une semaine d'échanges que je pressens riches et que je souhaite fructueux. Je remercie chacun d'entre vous d'avoir répondu à mon invitation, afin d'envisager comment nos territoires peuvent, ensemble, relever les défis auxquels ils font face.

Les liens historiques qui unissent les outre-mer français de la Caraïbe et Haïti créent un socle culturel commun qui me semble à cet égard précieux. C'est dans le cadre du volet Atlantique de l'étude triennale de la délégation aux outre-mer que j'ai l'honneur de présider que j'ai souhaité que lui soit portée une attention particulière, à laquelle ces journées vont donner une résonance concrète.

À un moment de profonde remise en cause des équilibres mondiaux, il m'a semblé que nous devrions travailler intelligemment pour sortir des sentiers battus de l'aide permanente ou de la seule coopération humanitaire qui, si elles sont une nécessaire marque de solidarité fraternelle en temps de crise, ne peuvent constituer une approche de long terme pour Haïti.

S'agissant des outre-mer, je crois que ces bouleversements offrent l'occasion de repenser un modèle qui sans nul doute pourrait tirer profit d'une plus grande régionalisation économique.

Dans toute situation de crise, il y a une opportunité et, à rebours des idées reçues, je suis convaincue qu’Haïti et les outre-mer peuvent présenter des solutions mutuellement bénéfiques.

Ce Forum économique offre ainsi un cadre aux acteurs économiques et institutionnels des deux parties afin de discuter sans langue de bois et sans tabou des conditions qui permettront de construire un partenariat renforcé et structuré, que j’appelle de mes vœux.

J’exprime mes remerciements appuyés à l’Institut Macaya, en particulier son directeur exécutif, Jean-Paul Faubert, pour sa contribution déterminante à la réussite de ces rencontres, de même que la présidente de la Chambre de commerce et d’industrie de l’ouest, Martine Laroche-Cuvilly et Paul-Édouard Ternier, président de la chambre de commerce et d’industrie franco-haïtienne.

Gérard Bally m’a fait l’amitié de croire en cette démarche de rapprochement dès que je l’ai initiée, qu’il soit remercié de sa grande disponibilité ces dernières semaines. Il en va de même pour Tony Morvan, représentant des présidents de la CCI et du MEDEF de la Guadeloupe, que je remercie chaleureusement.

Nos territoires ont en commun d’être vus, pour ne pas dire, parfois assignés, à leurs difficultés. Elles sont réelles, ne les nions pas, mais une approche systémique et structurée peut permettre de les dépasser.

Deux principes en particulier président aux travaux de la délégation aux outre-mer : acclimatation des normes et déghettoïsation.

L’acclimatation des normes est la clé de politiques publiques efficaces et durables. La déghettoïsation est quant à elle la clé d’une prise en compte de nos territoires insulaires dans l’ensemble de leur réalité, c’est-à-dire, en s’appuyant aussi sur leurs possibilités.

La cherté de la vie, source de grande tension outre-mer, me semble pouvoir trouver des solutions dans un partenariat avec Haïti. Son climat et ses sols, par surcroît préservés de pollution aux pesticides, pourraient permettre de bâtir une stratégie de substitution aux importations des cultures agricoles des climats tempérés et ainsi raccourcir nos circuits d’approvisionnement. La présence de nombreux acteurs des secteurs de l’agro-industrie et agricoles sera l’occasion d’explorer cette piste prometteuse.

À cet égard, je salue la présidente de l’association RAMSA, Jocelyne Jean-Louis, dont les membres, les Manda Sara, jouent un rôle essentiel dans la distribution des produits de l’agriculture. Elle est un fondement de l’économie et de la société qui mérite d’être pensé dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations Unies qui se fixent notamment pour but de doubler la productivité agricole et augmenter les revenus des petits producteurs.

L'adaptation des politiques publiques est en outre le socle d'un développement durable. De fait, l'agriculture insulaire, pas plus que ses enjeux de connectivité, de production énergétique, de construction, d'habitat, ne peuvent se penser comme pour un territoire continental. Dans ces domaines les outre-mer, sentinelles des changements climatiques et dépositaires des savoir-faire français et européens dans la Caraïbe, peuvent être des partenaires privilégiés d'Haïti.

Notre délégation préconise à cet égard la création d'une véritable politique européenne de voisinage afin qu'un ajustement du cadre permette d'adapter les normes lorsque cela est pertinent, car les normes sont aussi des frontières.

J'ai la ferme conviction qu'un projet innovant, durable et adapté peut se construire et que nos entreprises, si elles le souhaitent, pourraient y travailler.

Bien sûr, Haïti se prépare au retour de la sécurité et je remercie le président Laurent Saint-Cyr d'être des nôtres. C'est sous sa présidence que les Nations Unies ont décidé de la création d'une Force de répression des gangs.

Cela va sans dire, il n'y a pas de partenariat envisageable sans sécurité physique, juridique et du climat des affaires. Je souhaite que nous en parlions sans détour.

Dans quels domaines créer des partenariats, quels sont les freins, comment les lever ? En qualité de législateur, je serai particulièrement attentive à ces aspects, car le cadre devra de part et d'autre être co-construit, si l'on souhaite se doter de l'ambition d'un marché francophone au sein de la Caraïbe.

Cette approche n'est bien sûr pas exclusive d'une logique européenne. Je veux ici affirmer avec force que l'Europe est dans la Caraïbe à travers des territoires francophones et que la logique de proximité peut renforcer son ancrage dans cette zone géostratégique. Et cela, tout en confortant les outre-mer.

La stratégie Global Gateway doit donc être un vecteur de partenariats européens en s'appuyant sur nos outre-mer.

Je vous renouvelle mes remerciements pour avoir accepté d'essayer ensemble de relever ce défi.